

[Text]

shift out of the country that was of concern is covered off. The total package and total amount of emissions the environment sees is the same now or is under the limit regardless of where the power is actually used. That was a concern until such time as we had the U.S. agreement.

I would like to add one point perhaps to Mr. Côté's point about the economics. NAPAP argued that given just the free market forces, emissions of sulphur dioxide would come down to the regulated value by some such time in the future because the economics of reducing emissions are becoming beneficial. New technologies for generating electricity and so on are actually becoming beneficial.

I think the important point is that you give industry targets, give it time and give it flexibility to meet those limits. I think if we have learned nothing else from acid rain, we have learned that in general industry can do a pretty good job better. It is interesting when we look back at our model predictions that were used to help design the eastern Canadian control program, we made predictions of costs. The real-world costs, I believe, are about 25% of what the predictions were eight years ago. We knew that would happen because you make predictions based on the existing generally poor technology, but the real world turned out to be something like about 25% or a little bit more of what we were actually predicting those years ago.

That is in large part brought about by allowing industry some time and flexibility and a serious effort by industry to come up with the best cost of doing things. The real lesson here is, get the limits set, give industry the time—it is the expert, it knows how to do things—and allow the flexibility. That is what you are trying to capture with an emission trading system. You are trying to let the industry figure it out itself. Put a group of industrial people in the room and say: The cap at the door is 2.3 million tonnes; do not come out until you have reached it, but you guys figure out how to do it. That allows it to use the maximum economic advantage. We have found that when you do that there is a great benefit. Certainly that was a lesson we expected to learn, and we certainly have demonstrated it.

This again was in the U.S. Many predictions have been made about the disasters in the costs of the Clean Air Act. In the early days we used to hear a lot about what it would cost to control SO₂. They actually argue now that if you give us just a little bit more time, we can do it not only at no cost, but cost beneficially. All the Clean Air Act is doing is going to accelerate the same technology to some degree, and the costs to society are not as horrendous as often predicted, fortunately.

[Translation]

change rien sur le taux des émissions. Elles n'en retirent aucun mérite. Maintenant que la réglementation s'applique aux deux pays, ce problème est réglé. La quantité totale d'émissions reste la même ou elle est en-deçà du plafonnement quel que soit l'endroit où l'électricité est utilisée. C'était un problème avant la signature de l'accord avec les États-Unis.

J'aurais un mot à ajouter à ce qu'a dit M. Côté au sujet de l'aspect économique du problème. Les responsables du NAPAP ont fait valoir que ne serait-ce qu'en vertu du jeu des forces du marché, les émissions d'oxyde sulfuré diminueraient au niveau et on réglementé à un moment donné car il devient intéressant du point de vue économique de réduire les émissions. Les nouvelles technologies de production de l'électricité, etc deviennent avantageuses.

L'importance est de fixer des objectifs à l'industrie et de lui laisser le temps et la latitude nécessaires pour les atteindre. Le problème des pluies acides nous aura au moins appris que, d'une façon générale, l'industrie est capable de faire mieux. Il est intéressant de signaler que dans les prévisions de modèles que nous avons faites dans le cadre de l'élaboration du programme de lutte contre les pluies acides dans l'est du Canada, nous avons fait des prévisions de coûts. Les coûts réels sont, je crois, à environ un quart de ce qui avait été prévu il y a huit ans. Nous le savions car les prévisions s'appuyaient sur la technologie généralement peu perfectionnée utilisée à ce moment-là, ce qui explique la différence.

Cette réussite est due en grande partie au fait que l'on a laissé du temps une certaine latitude à l'industrie et que celle-ci s'est efforcée de réduire les coûts au maximum. La leçon à tirer de cette expérience est la suivante: il faut fixer des limites, et laisser le temps et la latitude nécessaires à l'industrie, car c'est elle qui est experte en la matière et qui sait ce qu'il faut faire. C'est précisément le but visé par le système d'échange des émissions. L'industrie doit trouver la solution elle-même. Il s'agit de réunir un groupe de représentants de l'industrie et de leur annoncer que le plafonnement total est de 2,3 millions de tonnes, en leur interdisant de quitter la pièce avant d'avoir trouvé un moyen d'atteindre cet objectif. L'industrie en retire le maximum d'avantages économiques. Nous avons trouvé ce système très utile. Nous nous attendions à apprendre cette leçon et nous l'avons mise à profit.

Aux États-Unis, on prévoyait que le Clean Air Act allait entraîner des coûts faramineux. Au début, on entendait beaucoup parler des coûts de la réduction des émissions d'oxyde sulfuré. A l'heure actuelle, les Américains disent que si on leur laisse encore un peu de temps, ils arriveront à atteindre l'objectif non seulement sans ce que cela coûte un sou, mais en réalisant des bénéfices. Le Clean Air Act a pour effet d'accélérer les progrès technologiques dans une certaine mesure et les coûts pour la société ne sont fort heureusement pas aussi catastrophiques qu'on l'avait prédit bien souvent.